

*Impôt sur le revenu—Loi*

des moins bien nantis. Et nous le faisons en tant que gouvernement. C'est certain que c'est une responsabilité difficile. C'est certain que c'est une responsabilité que les partis de l'opposition ne comprennent pas. Parce que vous le voyez très bien: déficit de 200 milliards de dollars, les plus riches qui ne payaient pas d'impôt, les multinationales et les grosses compagnies qui recevaient des cadeaux. Et, là-dessus, j'ouvre une parenthèse pour dire que même si les libéraux nous ont accusés au niveau de la Norbanque et des autres banques, je leur rappellerai qu'en 1925 ils ont fait la même chose. Ils ont fait exactement la même chose, ils ont remboursé les déposants de la Home Bank. Alors quand on entend les députés d'en face venir faire les vierges offensées devant une population canadienne qui les a endurés pendant 20 ans, je ne peux pas accepter cela, monsieur le Président, parce qu'ils se dédisent. Ils font complètement le contraire. Je pense que notre parti, que notre gouvernement est en mesure de répondre de façon adéquate à la demande des Canadiens et Canadiennes, principalement à la demande des familles les plus défavorisées. Et c'est ce vers quoi nous nous dirigeons. Donnons davantage aux personnes les plus défavorisées, faisons payer les plus riches et de même, je suis convaincu d'une chose, c'est qu'il y aura un système d'équité, un système de justice sociale et, enfin, on pourra dire qu'on travaille pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

• (1600)

**M. Carlo Rossi (Bourassa):** Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai écouté mon collègue de Champlain (M. Champagne) et je voudrais certainement le féliciter pour tenter de gagner un peu de terrain pour son gouvernement qui va à la débâcle comme on dirait bien en Québécois. Il a tenté d'apporter plusieurs chiffres mais les chiffres les plus réels sont rendus à 36, 37 p. 100 dans les sondages et ce n'est certainement pas avec les grands succès qu'ils vont avoir.

**M. Vincent:** Attendez en 1989!

**M. Rossi:** En 1989, on le verra.

Ce que je veux dire aussi, monsieur le Président, c'est qu'au début de son énoncé le député de Champlain a fait allusion au peu de députés présents à la Chambre. Monsieur le Président, je voudrais donc porter à l'attention de la Chambre que, dans le moment, il y a 18 députés conservateurs sur 211. C'est beaucoup plus que les députés d'en face peuvent en avoir.

Il me fait plaisir de pouvoir participer à ce débat sur l'amendement proposé par mon collègue de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston) visant à modifier le projet de loi. Ce projet n'a qu'un seul but, en effet, c'est d'accroître les impôts et ce malgré tous les efforts de ce gouvernement de cacher l'objectif visé.

Hier après-midi, j'ai bien entendu un autre député du Québec, mon honorable collègue d'Hochelaga-Maisonneuve (M. Desrosiers). Dans son discours à l'emporte-pièce, il déclarait que l'objectif ultime de ce projet de loi C-84 était de favoriser une justice et un équilibre. Quelle farce, monsieur le Président, venant de la part d'un député qui veut prétendre aider les personnes démunies de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve. C'est impensable, c'est incroyable d'entendre de tels propos venant de la bouche de notre député d'Hochelaga-Maisonneuve, et de la même façon des députés du Québec lorsqu'on voit ce qui se passe un peu, ainsi que la façon dont ils

agissent. C'est incroyable d'entendre de tels propos parce que cette mesure s'attaque directement à des personnes qui, malheureusement, ne sont pas dans une situation financière pour faire face à toutes les difficultés de la vie quotidienne.

Le déficit étant ce qu'il est, je pense que certainement et collectivement la responsabilité d'envisager les mesures c'est de travailler à l'identification des solutions susceptibles d'améliorer la situation économique. Tout le monde reconnaît cela. Mais le gouvernement semble prendre presque toujours, des initiatives d'aller puiser dans les poches ou dans les goussets des plus pauvres et des plus démunis.

On a tenté d'impressionner nos Canadiens. De quelle façon? On a tenté d'impressionner nos Canadiens en disant un peu à la radio, un peu partout, que le premier ministre (M. Mulroney) va baisser son salaire de X milliers de dollars, que les ministres vont baisser leurs salaires de X milliers de dollars. Monsieur le Président, cela semble peut-être un geste assez louable mais lorsqu'on parle de \$10,000 sur \$150,000 ou sur \$120,000, à mon avis, ce n'est quand même pas tellement louable.

Mais ce qui me fait le plus peur dans ce message-là, monsieur le Président, c'est qu'on y ajoute: Que les Canadiens doivent se serrer la ceinture. C'est cela qui me fait peur! Jusqu'à quel point va-t-on se serrer la ceinture dans l'année 1986? Quel message tente-t-on de nous donner? La hausse des taxes? D'autres moyens d'aller puiser dans les poches des plus démunis?

J'aperçois mon collègue de l'autre côté de la Chambre, mais je ne sais pas de quelle circonscription il est, mais mon ami, et je ne le nommerai pas, qui murmure tout le temps... Il est ici depuis une quinzaine d'années et il a toujours murmuré, c'est toujours ce qu'il a fait.

Finalement, monsieur le Président, je voudrais me référer à ce que disait mon collègue et ami de Champlain (M. Champagne) lorsqu'il a tenté d'émettre ses chiffres, et il l'a fait d'une façon bien élaborée, mais ce qu'il a oublié de dire aux Canadiens, c'est que vous avez fait allusion, mon cher collègue de Champlain, au fait que durant notre campagne électorale on aurait dit ceci et cela. Mais, ce que votre premier ministre (M. Mulroney) a presque juré, a fait serment avec vous tous, c'est de se promener dans toute la province de Québec, de se promener dans le Canada et à leur dire que jamais, au grand jamais, il ne sera question de toucher aux allocations familiales, qu'au grand jamais il ne sera question de toucher aux pensions de sécurité de la vieillesse. Et, votre seule manière ici d'aller puiser des fonds pour tenter de diminuer le déficit, comme vous le dites si bien, a toujours été et sera toujours d'aller envers les démunis de la société. Vous n'avez jamais eu aucune autre façon que de toucher la désindexation des allocations familiales et des pensions de sécurité de la vieillesse.

**M. Girard:** Crois-tu cela?

**M. Rossi:** Oui, ils me croient... certain. Et la plus belle preuve c'est que les Canadiens croient tellement peu en cela c'est que, du 4 septembre 1984 à 54 p. 100 à 56 p. 100, vous êtes rendus maintenant à 37 p. 100 dans les sondages.

Alors, monsieur le Président, moi je dois dire que ce que notre premier ministre et nos députés ministres devraient quand même s'en tenir à cette fameuse promesse d'au moins d'arrêter de puiser dans les fonds des personnes les plus démunies et les moins nanties de notre société.